

# ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 21-85B

## INTERDICTION DE STATIONNEMENT AU DROIT DU N° 77 DE LA RUE RENÉ FRANCK

Le Maire de la commune de Petite-Forêt ;

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code de la route et notamment les articles R110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28, R 417 -10§II 10, §4 et R 411- 25 al 3,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24/11/67, portant instruction générale sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT la demande formulée par la société SUEZ VISIO NORD, sise, 258 rue Rolland Moreno 59410 Anzin, en date du 22 juin 2021,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de renouvellement de branchement, il y a lieu d'interdire le stationnement rue René Franck,

### ARRÊTE

**Article 1 :** du 06 juillet au 6 août 2021, le stationnement sera interdit au droit du n° 77 de la rue René Franck,

**Article 2 :** la circulation sera régulée avec un alternat par feux tricolores et limitée à 30 km/h,

**Article 3 :** la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de la société SUEZ VISIO NORD,

**Article 4 :** les infractions seront constatées par procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents et les véhicules enlevés aux frais et risques des propriétaires,

**Article 5 :** le présent arrêté figurera au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Directeur de la société SUEZ VISIO NORD,
- Monsieur le Commissaire de Police de Valenciennes,
- Monsieur le Commandant des Pompiers d'Anzin,
- Monsieur le Chef de la Police Pluricommunale,

  
Le Maire  
Sandrine GOMBERT.  


Mairie de Petite-Forêt  
Secrétaire Général

Acte notifié et/ou affiché le : 24 JUN 2021

Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et/ou de son affichage ; saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

  
Le Maire  
Sandrine GOMBERT.  
